Depuis 1928, le seul hebdomadaire de langue française en Alberta

Le Franco

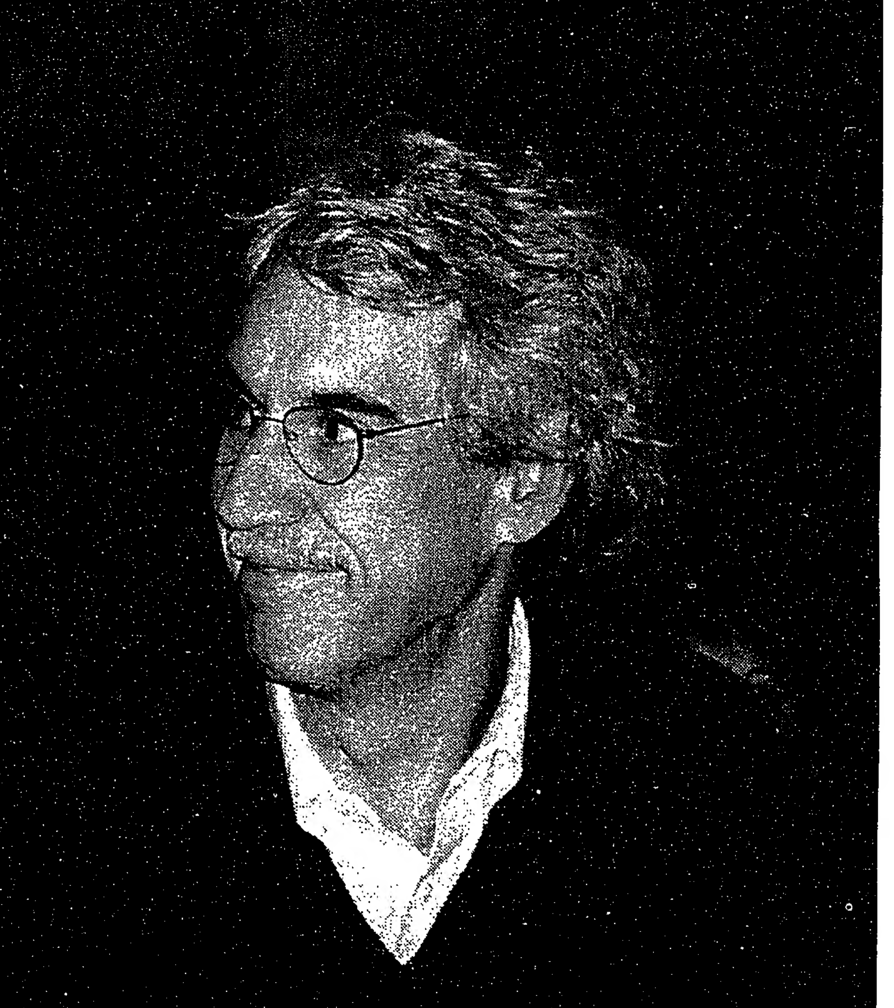
Vol. 29 n°38 Edmonton, semaine du 20 au 26 octobre 1995 16 pages 60¢

• *Rond-Point 1995*

Bâtir aujourd'hui pour demain



M. Paul Denis, président sortant



Me Jean Moreau, nouveau président de l'ACFA

Après deux années chargées de victoires et de luttes, Paul Denis cède sa place à Jean Moreau de Calgary qui, presque 30 ans après son père, le Dr Moreau, présidera aux destinées de l'ACFA provinciale. Nul doute qu'il lui faudra une bonne dose de courage et de détermination pour naviguer entre les écueils politiques, du référendum aux langues officielles en passant par la passivité politique du gouvernement albertain et l'opposition réformiste au bilinguisme. Pour plus de détails concernant le Rond-Point 1995, consultez les pages centrales.



Un rêve devenu réalité



CKRP, la radio communautaire de Rivière-la-Paix, au féminin... De g. à dr.: Rachelle Bergeron, présidente de la radio; Lyne Duchesne, présidente de la régionale de l'ACFA; Carole-Anne Patenaude, vice-présidente de l'ACFA; Kathleen McManiman, directrice de la radio.

RIVIERE-LA-PAIX — C'est le lundi 2 octobre dernier que le personnel de l'ACFA régionale de Rivière-la-Paix a reçu la réponse officielle du CRTC, en regard à sa demande de permis de radiodiffusion pour la future radio communautaire. C'est maintenant officiel: la communauté francophone de Rivière-la-Paix possédera prochainement sa propre station de radio communautaire, dont le permis est valide jusqu'au 31 août 2000. Les lettres d'appel seront **CKRP FM**, et il sera possible de syntoniser la station de radio au 95,7 pour les régions de Falher et Peace River et au 102,9 pour la région de Nampa.

Comme le mentionne Denis Desgagné, directeur général de l'ACFA régionale de Rivière-la-Paix: «Ce projet de radio communautaire pour les francophones de la région a débuté il y a plusieurs années». C'est plus précisément en 1991, suite à une concertation régionale réunissant plusieurs organismes, que le projet de radio communautaire a vu le jour. Lors de cet échange, les participants ont démontré l'importance de desservir la communauté francophone grâce à un service régional de radiodiffusion en langue française.

L'obtention du permis de radiodiffusion est l'aboutissement de quatre longues années de travail acharné. Depuis 1991, plusieurs activités de promotion ont été organisées afin de promouvoir le projet. De concert avec l'Alliance des radios communautaires du Canada (ARC), différentes démarches de planification et d'organisation furent entamées afin de présenter une demande au CRTC.

Afin d'informer la population des plus récents développements du dossier, l'ACFA régionale de Rivière-la-Paix a convoqué les principaux médias francophones et anglophones de l'Alberta à une conférence de presse qui s'est tenue le jeudi 12 octobre dernier au Collège Notre-Dame de Falher.

Jusqu'à présent, le projet de radio communautaire a amassé 88% du budget total d'implantation, qui est évalué à 323 800$. Le financement est assuré grâce à la participation de plusieurs partenaires: Patrimoine Canada, Wild Rose Foundation, entente Canada-Communauté et, bien sûr, la communauté locale par l'entremise de dons et d'activités de prélèvement de fonds. De plus, une demande de contribution financière a été déposée auprès du Community Facility Enhancement Program du gouvernement de l'Alberta pour aider à obtenir les 12% qui manquent encore.

Radio Rivière-la-Paix diffusera 30 heures de programmation locale à partir de ses studios de Falher. De plus, avec comme objectif d'offrir un service radiophonique de qualité à ses auditeurs, Radio Rivière-la-Paix retransmettra le signal de la station CITÉ FM ROCK DÉTENTE de Montréal en dehors des heures de diffusion locale.



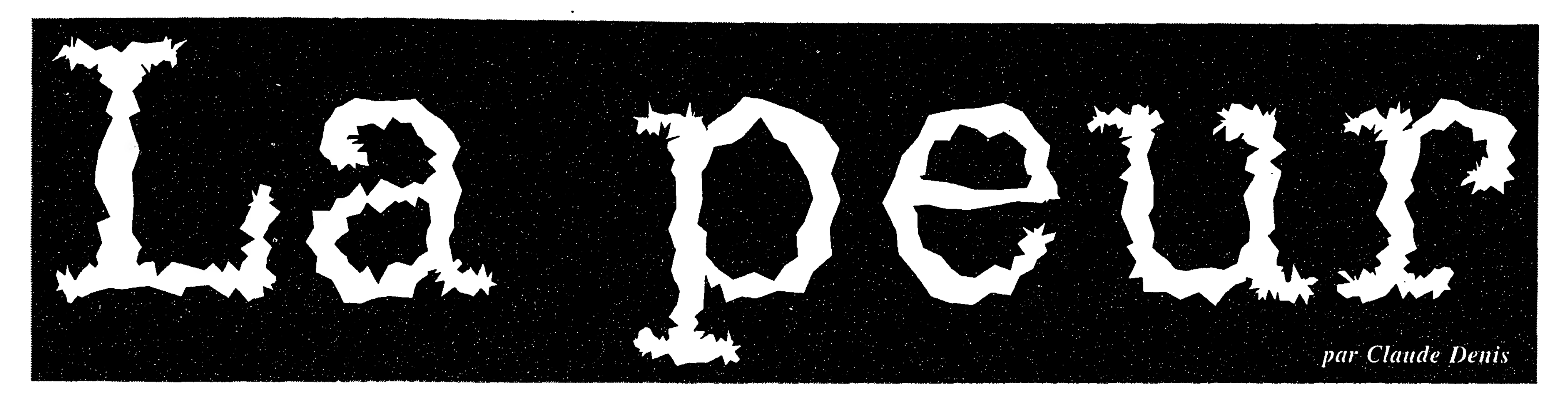
Les petits y étaient aussi... Sophie Bergeron: participante au Rond-Point 1995!

Archives provinciales de l'Alberta à Edmonton, photo P 713.

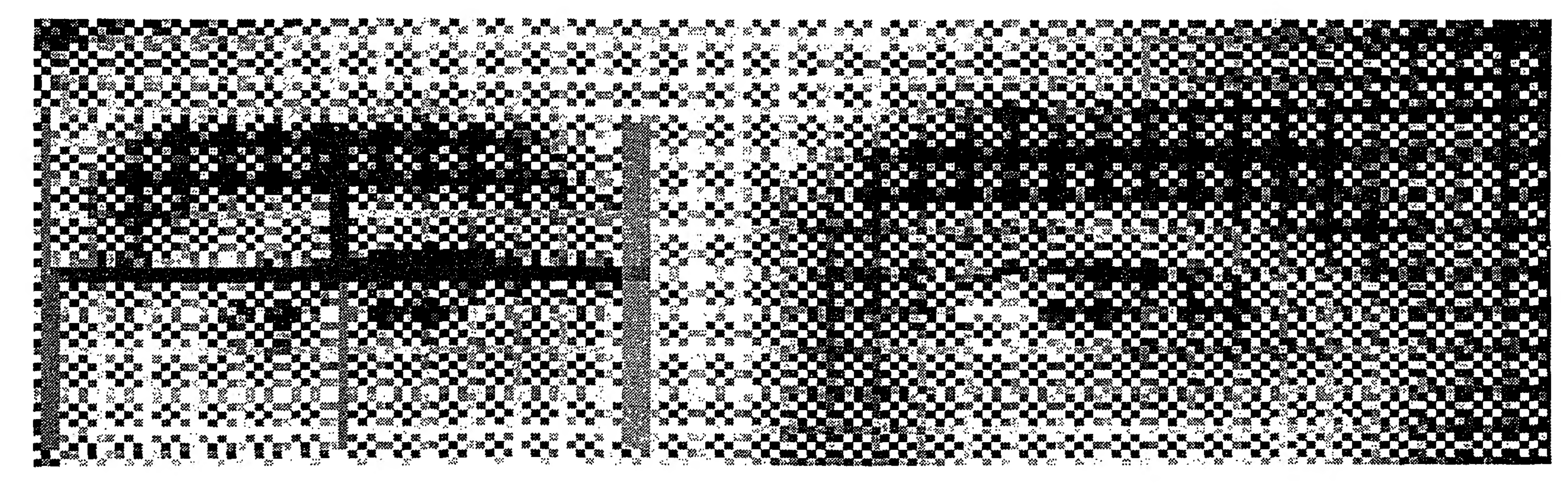
La cueillette des haricots à Taber en 1949.

Album souvenir

Cette chronique est préparée par Claude Roberto des Archives provinciales.



MONTREAL - L'incertitude marque maintenant la campagne référendaire: à quelques jours du vote, la victoire du non ne semble plus assurée - pour la première fois depuis deux ans.



En tout cas, contrairement à ce qu'on aurait pu croire il y a seulement quelques semaines, les souverainistes ne vont pas se faire donner une volée. Il faudra être surpris, maintenant, si le oui obtient moins de 45% du vote, ce qui représente une majorité des francophones. Dans un tel contexte, on doit se demander ce qui peut encore faire bouger les gens, dans un sens ou dans l'autre.

J'ai écrit, au printemps et au début de septembre, que la passion manquait dans cette échéance référendaire. J'avais tort, car si l'enthousiasme n'est toujours pas vraiment au rendez-vous, une autre passion est omniprésente: la peur. C'est elle qui a façonné la stratégie des deux camps, et c'est elle qui va déterminer le choix que feront au moins deux millions de Québécois.



La donnée fondamentale dans l'enjeu référendaire, c'est qu'un très grand nombre de Québécoises et de Québécois ont peur de ce que couterait la souveraineté. Il ne fait pas de doute que beaucoup de "non" sur les bulletin de vote s'expliquent par le patriotisme canadien. Mais une partie de l'attachement au Canada s'explique elle-même par l'insécurité ressentie face à une indépendance totale. Et si la peur de l'inconnu disparaîssait entièrement du portrait, le oui pourrait facilement aller chercher autour de 60% du vote. Il est évident que cela ne se produira ni le 30 octobre, ni au référendum suivant, ni à un autre encore si les souverainistes réussissent à ramener la question sur le tapis tous les dix ou quinze ans.

C'est par rapport à cette peur largement répandue que chaque camp a organisé sa stratégie: les fédéralistes cherchent à l'activer le plus fortement et le plus largement possible, alors que les souverainistes font tout ce qu'ils peuvent pour la désamorcer. Or, la dynamique de la campagne fait que le camp du non s'est retrouvé plus d'une fois entraîné dans un discours méprisant, auquel fait face une sainte colère des partisans du oui - un processus dangereux pour les fédéralistes, qui devraient se souvenir de la réaction du Québec quand le drapeau a été piétiné à Brockville et que Sault Sainte-Marie s'est déclarée unilingue anglais. Jamais l'appui à la souveraineté n'a-t-il été plus fort que dans ces mois entourant l'échec de l'Accord du Lac Meech.

Dans son discours de lancement de la campagne, le 1er octobre, le message de Daniel Johnson au Québec était rien moins que «Craignez l'inconnu, votez non»; il sait bien que le Canada n'est pas parfait, disait-il, que ce pays fonctionne comme ci comme ça, mais qu'au moins on connaît bien tant ses qualités que ses défauts - «better the devil you know than the devil you don't». Lucienne Robillard, la ministre fédérale responsable du référendum, était encore plus explicite en interview à l'émission "Le Point": on peut toujours rêver de souveraineté, disait-elle d'un air passablement mélancolique, mais il faut voter en fonction de la réalité que le Québec n'est pas capable de se développer tout seul - d'où, ajoutait-elle, l'attachement des Québécois à ces assurances que représentent le dollar et le passeport canadien. Déclaration après déclaration, Daniel Johnson et ses alliés ont répété le refrain: que ce soit face à l'avenir de Bombardier ou à une perte de 90 000 emplois, le Québec n'est pas capable de se débrouiller tout seul. Plus les Québécois sont convaincus de cela, meilleures sont les chances du non. Le Canada peut avoir tous les mérites du monde, mais comment ne pas déplorer un message qui redit que le Québec est né pour un petit pain?

Les souverainistes, pour leur part, sont eux-mêmes terrifiés de la peur des Québécois, au point où la meilleure façon de comprendre leur stratégie est de penser à l'expression anglaise «whistling past a graveyard»: la terreur masquée par une insouciance de surface. Ainsi, selon Jacques Parizeau dans son discours de lancement de campagne, la souveraineté se traduirait par une deuxième Révolution tranquille; un nouveau dynamisme lancerait le Québec vers des jours meilleurs. «Oui, et ça devient possible», disent les annonces publicitaires marquées d'une marguerite, D'un signe de paix et... d'un loonie. Personne n'y croit, évidemment, à cette seconde révolution tranquille; au Québec comme ailleurs, souverains ou pas, les gouvernements vivent à l'heure des coupures budgétaires et de l'influence des marchés financiers. D'où la présence incongrue du loonie dans la publicité du oui, qui trahit la vraie logique du message: il faut neutraliser la peur des Québécois.

C'est pourquoi, lorsqu'on apprend que la ville de Surrey, en Colombie-Britannique, se débarasse de ses bons du trésor québécois, Jacques Parizeau réagit avec une insouciance studieuse plutôt qu'une indignation de bon aloi. Un Parizeau cherchant à gagner du terrain aurait dénoncé ce geste colombien en le disant motivé par un sentiment anti-Québec - une sorte de répétition du coup du drapeau de Brockville. Le premier ministre québécois a plutôt cherché à limiter les dégats que Surrey pourrait avoir causés à la confiance en soi des Québécois: ne vous inquiétez pas, dit-il, la quantité de bons du trésor impliquée est une goutte d'eau dans l'océan, qui n'aura aucun impact sur l'économie québécoise. Seule la peur peut avoir suscité cette réaction du camp souverainiste: la peur que les Québécois aient peur des conséquences économiques d'un "oui".

Tout irait donc bien pour le camp du non, si les dérapages dans le mépris de soi-même et des souverainistes pouvaient être évités. Mais cela semble très difficile. Quand Daniel Johnson dit que le Québec est trop petit, ou qu'il se moque des ministres Le Hir et Chevrette, ou qu'il traite lé premier ministre du Québec de menteur; quand le président de Bombardier, Laurent Beaudoin déclare que sa compagnie pourrait quitter un Québec souverain; quand Lucienne Robillard dit un peu tristement que le Québec n'est pas capable tout seul - ce sont là des invitations au chefs du camp du oui à crier à l'humiliation, au misérabilisme, au chantage économique. La campagne du oui n'a pas voulu, initialement, jouer ce jeu... de peur de contribuer à faire peur aux Québécois. La stratégie a semblé, sporadiquement, changer après les déclarations des hommes d'affaires et alors que Lucien Bouchard prenait la tête des forces souverainistes. Il s'agirait maintenant d'encourager les Québécois à se mettre en colère contre le mépris et le misérabilisme, à oublier la peur.

•••

Éditorial

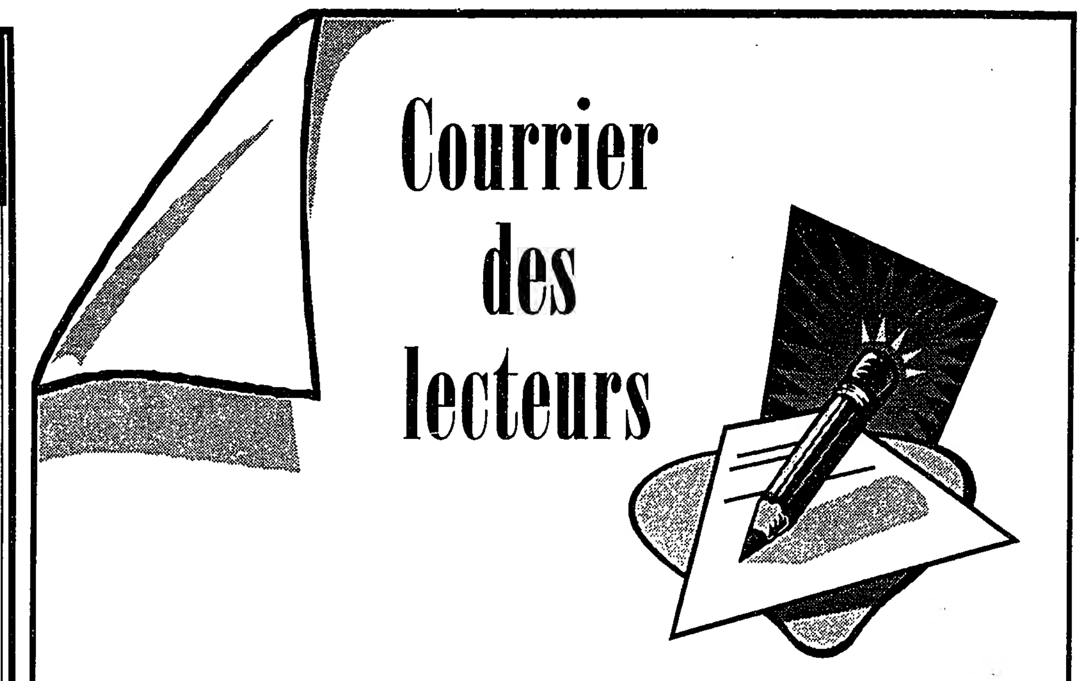
Race de monde

On a beau se débattre comme un diable dans l'eau bénite pour essayer de ne pas en parler, le référendum refait toujours surface dans les conversations et les préoccupations des Franco-Albertains. L'ombre de cet événement majeur a plané sur le Rond-Point de l'ACFA en fin de semaine dernière. Le cri du coeur de plusieurs membres en a ébranlé plusieurs. Selon les plus récents sondages, les deux camps sont nez à nez. Le ton monte, les esprits s'échauffent et les adversaires se battent avec l'énergie du désespoir. C'est dans ces moments critiques que les erreurs sont plus nombreuses et qu'on peut voir surgir parfois des motivations peu honorables.

C'est ce qui s'est passé lorsque Lucien Bouchard s'est adressé aux Québécoises pour les inciter à voter oui. Monsieur Bouchard a utilisé l'expression race blanche en référence au peuple québécois, il a tenté de culpabiliser les femmes pour la baisse de la natalité au Québec et il a expliqué qu'un vote oui est une baguette magique qui permettra aux Québécois de résoudre tous leurs problèmes.

Quelles que soient nos allégeances politiques, qu'on soit partisan du OUI ou du NON, ces déclarations jettent une lumière sinistre sur les conceptions sociales des politiciens souverainistes. Race blanche??? Si les vrais Québécois sont de race blanche, les citoyens d'origine africaine, asiatique ou autre, que sont-ils? Des sous-citoyens? Des étrangers? Une déclaration à l'emporte-pièce de cette teneur rappelle dangereusement le slogan «La France aux Français» de Le Pen, le leader français d'extrême-droite. Ce n'est pas parce que les néo-Québécois voteront majoritairement en faveur du NON qu'ils ne sont pas pour autant citoyens à part entière. La baisse du taux de natalité? Les femmes devront-elles abandonner le marché du travail, retourner au foyer, devenir des usines à bébés pour la plus grande gloire de la race québécoise? Dans quel siècle vit Lucien Bouchard? La survie des Québécois est-elle si menacée qu'ils leur faut maintenant se replier sur eux-mêmes, retourner à des valeurs racistes et sexistes qui n'ont plus cours au Québec depuis l'abbé Lionel Groulx? Si c'est le cas, je doute qu'une majorité de Québécois et surtout de Québécoises veuillent vivre dans ce nouveau pays. Qu'un peuple veuille posséder les outils de son propre développement, c'est une aspiration somme toute légitime, même si les moyens d'y parvenir ne font pas l'unanimité. Mais que dans le processus d'acquisition de ces outils on cherche à créer des citoyens de deuxième classe et à faire disparaître des acquis de société comme l'égalité des individus et des sexes, il s'agit là d'un retour en arrière pernicieux et anti-démocratique. Si Lucien Bouchard assume la responsabilité de ses déclarations, le vrai visage de l'élite politique indépendantiste risque de déplaire à ceux qui désirent la souveraineté, mais pas au point de sacrifier les droits de la personne.

François Pageau



J'aimerais transmettre mes plus chaleureuses salutations à tous ceux et celles qui ont assisté à ce banquet clôturant les assises annuelles de l'Association canadienne-française de l'Alberta. L'assemblée de cette année, qui avait pour thème «bâtir aujourdhui pour demain», aura permis de mettre en lumière les besoins de votre communauté, de définir les domaines d'action prioritaires et d'envisager de nouvelles perspectives d'avenir.

Depuis sa création, il y a près de soixante-dix ans, l'Association canadienne-française de l'Alberta défend les intérêts de la communauté franco-albertaine dans des secteurs clés de la société, qu'il s'agisse de l'éducation, de la culture ou des programmes sociaux. Nul ne peut rester indifférent devant les progrès accomplis par l'ACFA au fil des années. Le dynamisme et la solidarité qui animent les quelques 65 000 membres de votre communauté contribuent à l'avancement du fait français en Alberta, et à l'enrichissement de la francophonie canadienne tout entière.

À titre de ministre du Patrimoine canadien, je tiens à vous témoigner mon appui, ainsi que celui du gouvernement du Canada. Je vous encourage à poursuivre vos efforts en vue de faire rayonner la langue et la culture françaises en Alberta et de favoriser l'épanouissement de votre communauté dans tous les champs d'activité. Le dynamisme et la ténacité dont vous faites preuve sont les garants de votre succès!

Michel Dupuy
Ministre du Patrimoine canadien



Depuis 1928, le seul hebdomadaire de langue française en Alberta



Directeur: François V. Pageau
Adjointe, administration, publicité: Micheline Brault
Journalistes: Michel Bouchard et Matthieu Massip
Graphiste: Lynda Gagnon-Holmstrom
Correspondant national: Yves Lusignan
Association de la presse francophone

Correspondants régionaux

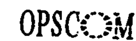
Calgary: Jacques Girard et Alain Bertrand
Centralta: Julie Bouchard-Dallaire
et Lucienne Brisson (St-Albert)
Rivière-la-Paix: Patrice Savoie(St-Isidore)
et Noëlla Fillion (Donnelly)
Saint-Paul: Jean-François Coulombe

Le Franco est membre de l'Association de la presse francophone.
Au niveau national, il est représenté par l'agence de publicité OPSCOM.
Il est imprimé par CENTRALWEB Colorpress, à Edmonton.

8923, 82e Avenue • Edmonton (AB) • T6C 0Z2
Téléphone: (403) 465-6581 • **Télécopieur:** (403) 465-3647



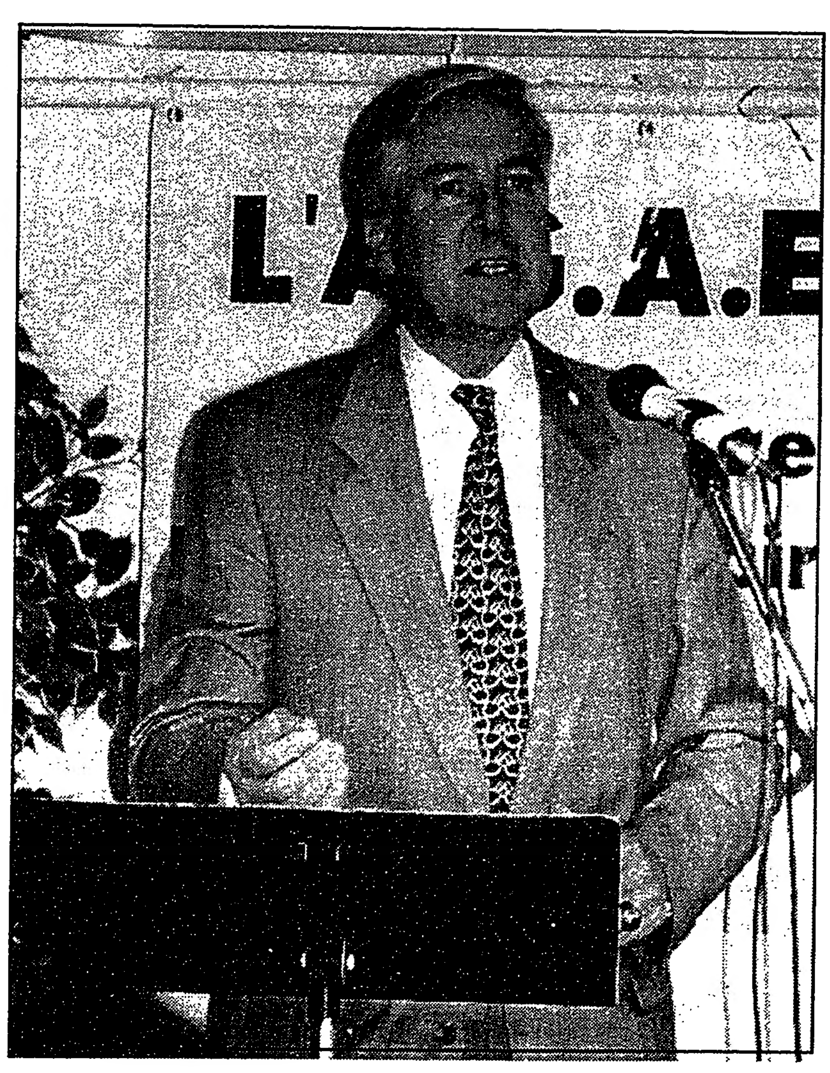






• Premier déjeuner de la saison de l'AGAE

Les candidats face aux gens d'affaires francophones



Bill Smith, nouveau maire d'Edmonton.

EDMONTON - Les quatre principaux candidats à la mairie étaient les invités du déjeuner de l'Association des gens d'affaires d'Edmonton (AGAE), mercredi dernier au centre culturel Marie-Anne Gaboury. Au menu: business, businness, et un peu de social.

On a surtout parlé affaires lors du premier déjeuner de la saison organisé par l'AGAE. Il est vrai que John Ramsey, Bill Smith, Jan Reimer et Lance White, moins d'une semaine avant les élections municipales, avaient à convaincre des spécialistes. Le milieu des affaires francophone et les simples curieux ont ainsi constitué un auditoire attentif et très concerné par l'avenir d'Edmonton.

Pour n'avantager personne, l'AGAE avait fixé des règles précises: pas plus de cinq minutes de discours, et une courte période de questions pour chacun des candidats, dont aucun n'est allé au delà du «bonjour mesdames et messieurs» en français. La contrainte du temps a obligé les quatres aspirants à être brefs. L'argumentaire s'est donc souvent réduit à des formules martelées, à des slogans plus destinés à marquer l'auditoire qu'à lui démontrer la justesse d'une réflexion. Exemples, dans l'ordre de la prise de parole. John Ramsey: «bientôt (NDLR. sous entendu, quand je serai maire...) il y aura deux catégories de Canadiens: ceux qui vivront à Edmonton, et ceux qui voudront vivre à Edmonton». Bill Smith: «attirer des entreprises, c'est donner plus de portes auxquelles pourront frapper les chercheurs d'emploi». Lance White: «nous avons besoin de moins d'interventions du gouvernement» et «nous vivons dans une des plus belles villes du monde». Jan Reimer: Edmonton est «une ville de solidarité et d'une grande humanité».

Les trois premiers candidats cités ont rappelé leur volonté de créer un climat favorable aux affaires et au commerce, leur divergences s'exprimant surtout dans des détails sur la manière de procéder. Ramsey s'appuyant sur son expérience à la tête d'une grande entreprise, Smith promettant d'exempter les nouvelles entreprises de taxe d'affaire pendant deux ans, White voulant favoriser la venue de nouvelles entreprises. Plus difficile était la tâche de Jan Reimer, tenue à défendre son bilan et à répliquer aux critiques déplorant sa réputation «anti-business». La mairesse s'est posée en gardienne des droits de ses concitoyens face aux coupes dans les budgets provinciaux.

Les questions du public ont plutôt porté sur le programme social, la sécurité et sur les services assurés par la municipalité. On a interrogé les candidats sur un système de transport en commun jugé insuffisant, la sécurité des femmes et les droits des personnes agées. Question touchant plus directement les francophones: l'arrivée en ville de nouveau personnel militaire, dont une bonne part de francophones, entrainera t-elle la création de services en français? Si près de l'élection, aucun des candidats ne s'est engagé solennellement. Cependant, la rencontre a permis un premier contact entre la communauté de langue française d'Edmonton et son futur maire.

Matthieu Massip

• • •

• Conférence des évêques catholiques du Canada

La croisade pour l'espoir d'un archevêque californien

EDMONTON - Invité par la Conférence des évêques catholiques du Canada (CECC) à disserter sur l'avenir de l'Eglise, l'archevêque californien John R. Quinn a plaidé pour un retour vers la spiritualité et pour un optimisme réaliste.

«Un jour, raconte John R. Quinn, il y a eu une grande inondation dans mon diocèse. J'étais venu voir les gens, et je n'oublierai jamais ce qu'ils m'on dit, «nous avons tout perdu, la maison, les meubles, les photos de famille, les choses qui appartenaient à nos grands-parents. A part ce que nous portons sur nous, nous avons tout perdu. Mais cela nous a appris ce qui compte vraiment. Nous avons nos proches, et nous sommes vivants».

En comparant les évêques d'aujourd'hui aux rescapés de la grande inondation, l'archevêque de San Francisco, dans son intervention "un pélerinage d'espoir vers un nouveau millénaire", a voulu rappeler la CECC à l'essentiel: l'esprit, plus important que les contingences matérielles (crise des vocations, perte d'influence de l'Église sur la société civile...) et sans lequel l'Église n'est rien.

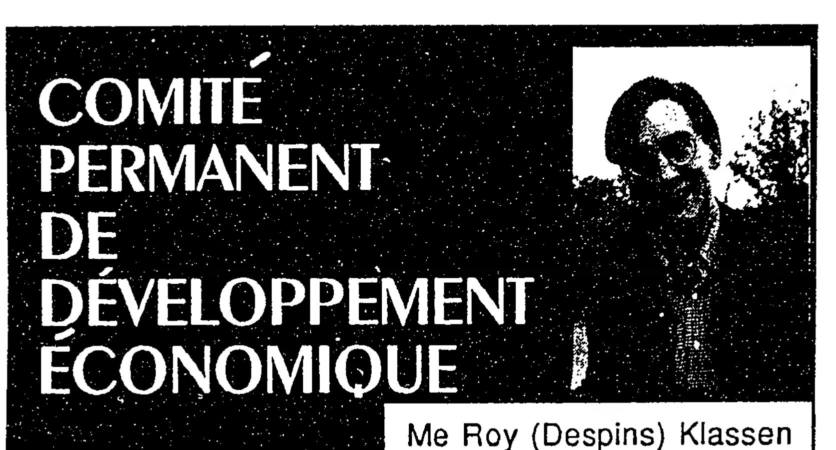
Fustigeant ces prêtres qui, pendant la messe « lisent les Écritures comme s'il lisaient l'annuaire téléphonique», John R. Quinn met ainsi le clergé devant ses responsabilités. Si les gens à la recherche d'un dieu se tournent vers les sectes ou le boudhisme, c'est d'abord la faute de l'Église, trop formaliste. Le XXIème siècle sera celui du retour à la pureté des origines, où ne sera pas.

L'Église du troisième millénaire, «sera en continuité vivante avec l'Église primitive. (...) Cela commence avec le treizième chapitre de l'Évangile selon Saint Jean, l'humilité bouleversante de Dieu qui lave les pieds des disciples». De l'audace, encore de l'audace, et l'Église sera sauvée... «L'audace qui est simplicité (...) pas un poing fermé, mais des bras ouverts. L'audace qui est vulnérabilité et non pouvoir». L'audace qu'a montré «Mère Théresa quand elle a abandonné la sécurité de son ordre religieux et a commencé à aller vers les pauvres dont personne ne voulait dans les dépotoirs de Calcutta».

Dernier mot d'ordre de l'archevêque californien: l'espoir. Un espoir «qui n'est pas la résignation à cé qui existe». Mais un espoir dynamique, vibrant et actif, alors que tout ne serait que «péché et honte». Un espoir qui ne serait pas «le contraire du réalisme, une fuite loin de la réalité, un refuge dans le rêve».

Les évêques, parfois visés par les critiques de John R. Quinn lui ont réservé une longue ovation, et sont chargés de faire passer son message dans la réalité de leurs diocèses.

Matthieu Massip



Les gens d'affaires, en général, attachent beaucoup d'importance à leurs réseaux; ils passent beaucoup de temps à développer ces réseaux afin d'augmenter leur clientèle. En Alberta, il existe au-delà de 1000 entreprises, entrepreneurs et professionnels franco-albertains. Cela représente une ressource et une force économique très importante qui mérite d'être exploitée. Jusqu'à présent, il n'y a pas eu de regroupement pour exploiter cette ressource. C'est pourquoi le Comité permanent de développement économique a pris la situation en main.

En effet, le *Comité économique* développe un projet de *Chambre économique franco- albertaine.* Le but de cette Chambre est de regrouper les plus de 1000 entreprises, entrepreneurs et professionnels franco-albertains. De cette manière, ils peuvent se connaître et s'offrir mutuellement leurs produits et services. De plus, en coopérant avec les Chambres de commerce du Québec (60 000 membres) et de l'Alberta, les entrepreneurs de la *Chambre économique franco- albertaine* peuvent jouer un rôle critique dans la création d'échanges d'affaires avec le Québec et peut-être même l'Europe francophone (p.ex. la France, la Suisse, la Belgique et le Luxembourg). Etant donné le climat favorable aux entreprises et entrepreneurs qui existe en Alberta, mettre les ressources franco-albertaines à l'oeuvre pourrait avoir des retombées économiques très importantes. On n'a qu'à penser par exemple aux grandes pétrolières comme Elf-Aquitaine et d'autres qui, sachant qu'il y a des ressources francophones, seraient plus susceptibles d'investir en Alberta (plutôt qu'en l'Algérie p.ex.). Enfin, la Chambre économique franco-albertaine aurait aussi pour rôle de développer et encourager le tourisme francophone en Alberta, sachant qu'au-delà de 400 000 Français visitent le Canada chaque année.

Portrait d'une entreprise

Gilles et Michèle Loyer sont arrivés à Calgary, en provenance du Québec, en 1976. Dès 1978, ces entrepreneurs ont mis sur pied une entreprise familiale dans leur sous-sol. De ces modestes débuts, la compagnie GM Woodwork Ltée a vue le jour. Maintenant, GM Woodwork Ltée possède sa propre usine et ses machines spécialisées. La compagnie fabrique des cadres pour fenêtres en demi-rond. Le produit est surtout vendu à des constructeurs de nouvelles maisons comme Gienow ou des fournisseurs comme Loewen Windows. Gilles et Michèle Loyer sont un bel exemple du succès d'une de nos familles franco-albertaines. Vous pouvez les joindre en composant le (403) 273-4618.

Rond-Point 1995

Bâtir aujourd'hui... avec l'espoir d'un lendemain



EDMONTON — C'est sous le spectre menaçant du référendum que s'est déroulé en fin de semaine dernière, au Convention Inn d'Edmonton, l'édition 1995 du Rond-Point de l'ACFA provinciale.

Comme le veut la tradition, l'événement dépasse le cadre de l'assemblée annuelle pour inclure une multitude de rencontres informatives, d'activités sociales et un banquet au cours duquel on honore des albertains et albertaines qui se sont démarqués depuis l'an dernier.

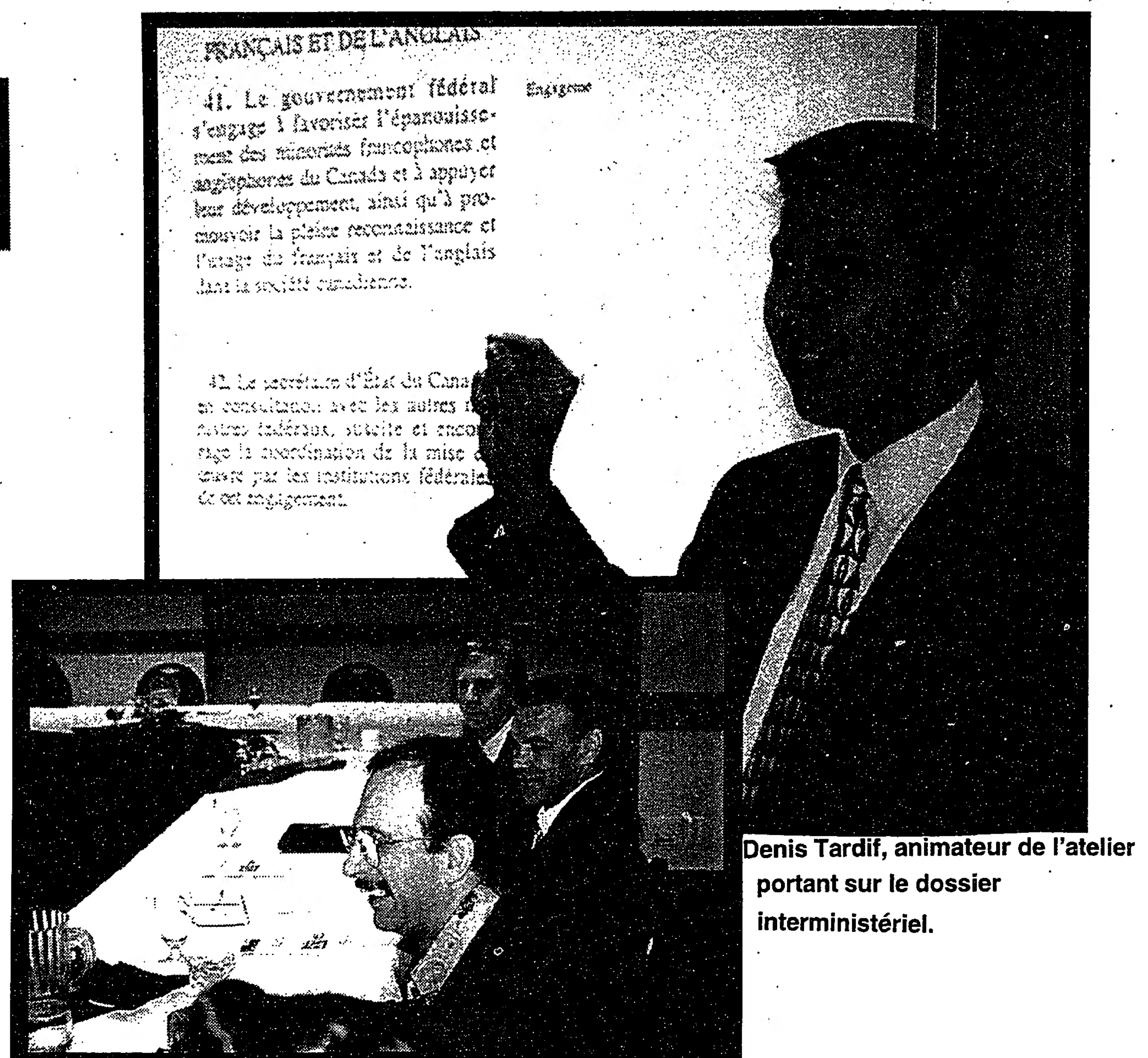
L'ouverture du Rond-Point de cette année, qui avait pour thème «Bâtir aujourd'hui pour demain», s'est effectuée par l'assemblée annuelle de l'association des juristes de langues française de l'Alberta, vendredi soir. Un banquet a suivi l'assemblée alors que se déroulait simultanément le lancement du livre «Gerbes de l'Ouest, recueil de récits».

Les ateliers

Samedi matin, une variété d'ateliers étaient offerts aux participants. Évaluation des tables de concertation, programmation culturelle, plan d'action en éducation post-secondaire et le dossier interministériel sont quelques-uns des sujets abordés dans ces ateliers.

L'évaluation des tables de concertations, atelier animé par David Fréchette, agent de liaison de la provinciale, a conclu que la façon de faire, adoptée et mise en pratique jusqu'ici, n'est peut-être pas la meilleure, surtout en ce qui a trait au droit de vote. Cet atelier a d'ailleurs débouché sur une recommandation faite lors de l'assemblée générale qui prône l'élargissement du droit de vote lors des tables de concertation. Cette recommandation sera transmise à la table de concertation provinciale qui se prononcera alors sur le sujet.

Dans un tout autre domaine, les participants à l'atelier juridique sur l'achat d'une maison et sur les testaments ont appris qu'il était interdit, en Alberta, de rédiger un testament seulement en français. Bien que le Canada soit un pays officiellement bilingue, le français est considéré par notre gouvernement provincial comme une langue étrangère.



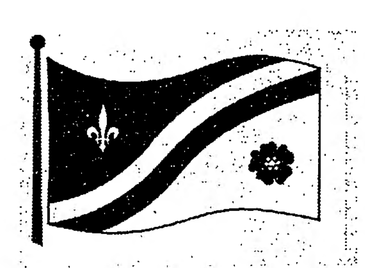
Denis Tardif, animateur de l'atelier portant sur le dossier interministériel.

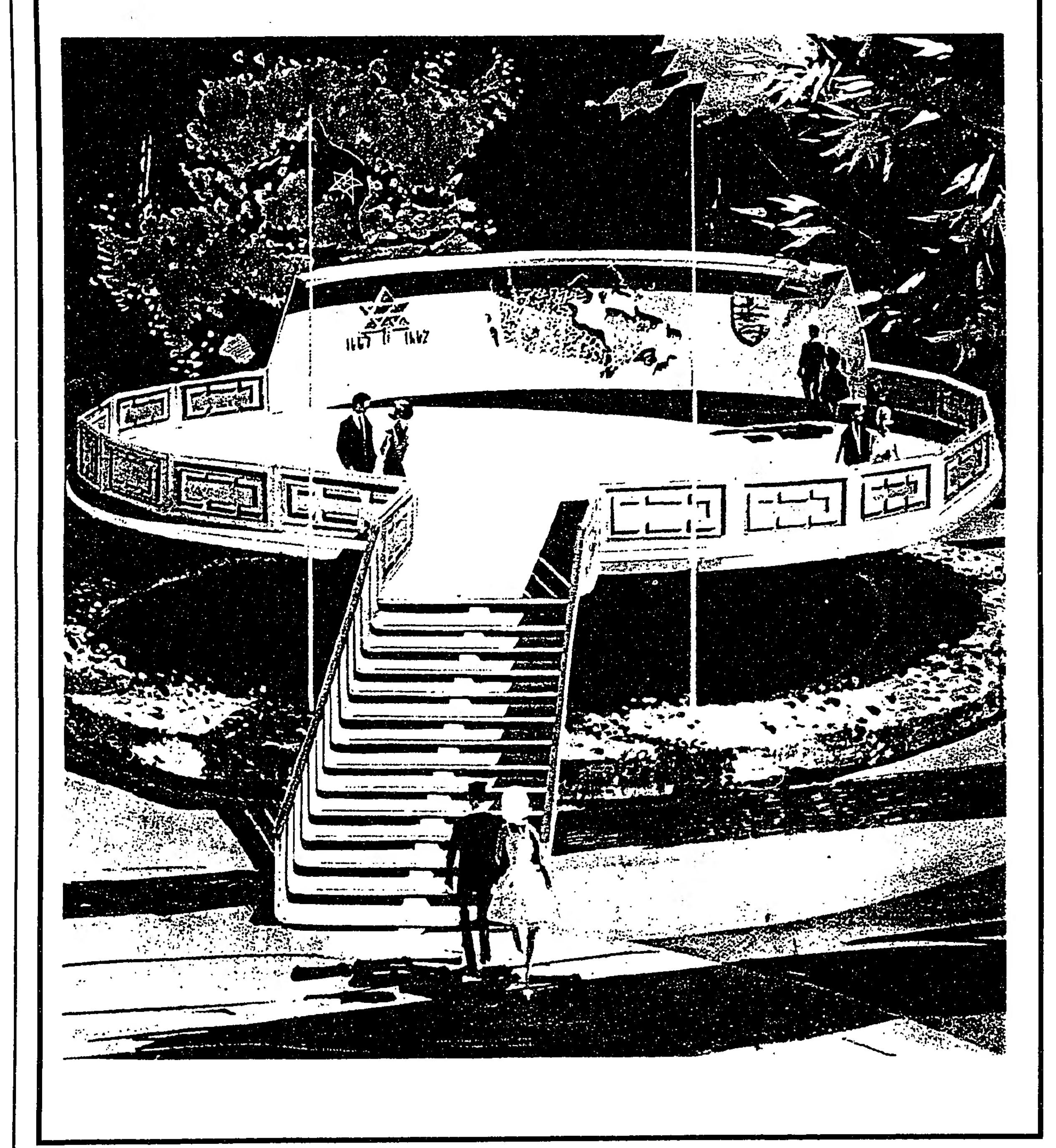


Des participants s'amusent avec l'animateur...





L'assemblée générale annuelle



Les membres de l'éxécutif de l'ACFA provinciale, lors de l'assemblée annuelle.



Jean-Claude Lajoie, qui a fait une intervention remarquée sur les stratégies référendaires de l'ACFA.

L'après-midi, l'assem-blée annuelle de l'ACFA provinciale s'est déroulée rapidement, sans beaucoup de discussions ou de questionnements. Après l'élection d'une présidente d'assemblée, Madeleine Mercier, et l'adoption du procès-verbal de l'assemblée de l'an dernier, le président sortant, Paul Denis, a lu son rapport. Dès le début de sa présentation, M. Denis a dû adapter son rapport pour atténuer l'optimisme qu'on y retrouvait quant aux résultats du référendum. Cette modification a été faite à la lumière du récent sondage qui plaçait les camps du OUI et du NON nez à nez dans les intentions de vote des Québécois. Le rapport a par la suite été adopté presque sans discussions, si ce n'est quelques éclaircissements et la correction de quelques erreurs de frappe. Même chose pour les états financiers, qui ont été acceptés sans opposition. M. Hervé Durocher est ensuite venu présenter le rapport de la fondation de l'ACFA dans lequel il soulignait que le CA de la Fondation était déçu de la piètre performance des placements et du conseiller en placements. Il a aussi expliqué qu'une nouvelle procédure sera adoptée pour le transfert de fonds à l'ACFA, une formule qui tiendra compte du rendement réel des placements afin de ne pas trop empiéter sur le capital.

Une fois les rapports terminés, les élections ont eu lieu.

Trois postes vacants à l'exécutif ont été comblés par acclamation. Madame Danielle Launière, de Calgary, terminait son mandat à la vice-présidence, tout comme Laurent Connard de Lethbridge. **Jean-Guy Thibodeau** d'Edmonton remplace Madame Launière et **Laurent Connard** a été réélu. Restait le poste de président, pour lequel un seul candidat se présentait, l'avocat **Jean Moreau** de Calgary.

L'assemblée s'est ensuite penchée sur une nouvelle initiative, la fondation franco-albertaine. En projet depuis plusieurs années, la fondation aura pour but de bâtir un fonds capital pour financer les activités de la communauté et ainsi créér un outil d'auto-financement pour les années à venir. Claude Dallaire a été élu représentant de l'ACFA au Comité permanent de nomination de la Fondation.

Au point varia, une agréable tâche: incorporer officiellement l'ACFA régionale de Medicine Hat. Grâce au travail acharné des bénévoles de cette région depuis un an, dont celui de Diane Morissette-Franz, le nombre de membres a dépassé le cap des 100, condition première pour l'incorporation d'une nouvelle régionale...

Un invité spécial a pris la parole, Monsieur Michaud, président de la fédération des communautés francophones et acadienne, la FCFA.

Un long discours, qui rappelait les acquis de l'association et les luttes présentes, mais qui n'apportait que peu de choses au débat référendaire.

Ce n'est qu'à la fin de l'assemblée que certaines questions fondamentales ont été soulevées. Jean-Claude Lajoie, de LaCorey, a demandé à l'exécutif quelles étaient les stratégies mise de l'avant pour le référendum. L'exécutif a répondu en soulignant la campagne médiatique québécoise entreprise par l'ACFA depuis quelques semaines, ainsi que la campagne de cartes postales envoyées à tous les membres de l'ACFA dans l'espoir que ces derniers les fassent parvenir à de la famille et des amis québécois pour les inviter à ne pas oublier leurs cousins canadiens-français.

Le Banquet et les Prix d'excellence

La soirée était animée par Eve Marie Forcier, déguisée pour l'occasion en travailleuse de construction pour bien souligner le thème de la soirée. Elle avait un complice en la personne de Patrick Thibodeau.

La soirée s'est déroulée sous le signe de l'émotion, alors que Paul Denis a tenu a remercier sa femme Phyllis ainsi que ses enfants. Georges Arès a aussi pris la parole pour remercier le président sortant et pour remettre à Madame Denis un petit cadeau d'appréciation. Le groupe musical Ménage à Trois, issu du laboratoire de développement musical du CECA, a fait danser ceux qui avaient des fourmis dans les pieds après tant d'heures assis. Danyèle Lacombe, Lise Villeneuve et Patrick Spiers, sous la direction de Marie-Claude Meunier, ont offert un pot-pourri de chansons françaises pour tous les goûts.

L'avenir

Le Rond-Point s'est terminé le dimanche matin par une célébration eucharistique et un brunch. Les gens sont repartis songeurs, incertains quant au futur politique des communautés francophones, mais plus que jamais convaincus que rien n'est jamais gagné, et résignés à cette réalité qui veut que la vie d'un minoritaire soit faite de luttes continuelles et qu'il n'y a de repos qu'entre deux batailles.



Prix Marguerite Dentinger - Paul Denis, Danielle Dentinger et Fernande Bergeron

Lors du Rond-point, l'ACFA profite de l'occasion pour honorer quelques personnes de la francophonie albertaine qui se sont particulièrement illustrées. Cette année, les récipiendaires sont les suivants:

Prix Eugène C. Trottier - Visibilité:
Réal Doucet, de Fort MacMurray, pour son dévouement à la cause des francophones de sa région.

Prix Maurice Lavallée - Éducation française:
André Piquette, de Plamondon, pour son apport au dossier scolaire dans sa région.

Prix Marguerite-Dentinger - Développement communautaire:
Fernande Bergeron, d'Edmonton, pour l'ensemble de son travail de bénévole et sa promotion de la cause des femmes francophones.

Prix Guy Lacombe - Service à la communauté:
Guy Ouellette, d'Edmonton, pour son dévouement à la communauté.

Prix ami.e de la communauté franco-albertaine
Kenneth Munro, d'Edmonton, pour son soutien à la cause des francophones et son travail d'historien qui a fait connaître aux anglophones et aux francophones l'histoire des Franco-Albertains.



Publi-reportage, Cité francophone

LA CITÉ FRANCOPHONE

CAMPAGNE DE FINANCEMENT

OBJECTIF: 2 millions de dollars sur une période de 3 ans. Les sommes amassées jusqu'ici totalisent 235 000$, et la campagne vient de commencer!

Le Centre communautaire d'Edmonton est un organisme charitable, inscrit avec Revenu Canada et au Québec.

Tous les gens qui sollicitent des fonds le font bénévolement.

Il y a plusieurs façons de donner: Visa, Mastercard, retraits pré-autorisés, transactions électroniques, chèques postdatés.

Nous mettons beaucoup d'emphase sur les transactions mensuelles. C'est en découpant l'éléphant en petits morceaux qu'on arrive à le bouffer!

Par exemple: un don mensuel de 75$ donne un don annuel de 900$ et, étalé sur trois ans, un don total de 2 700$!!! Un don de cet ordre donnera un crédit d'impôts d'environ 40% sur un salaire moyen.

Spectacle de démolition... pour mieux faire place à la construction!

De jeunes artistes affichent leurs couleurs!

RECONNAISSANCE DES DONATEURS.

La Cité a une politique de reconnaissance des donateurs qui inclus un mur de donateurs dans la future Cité. Toutes les personnes qui donnent plus de 999$ verront leurs noms inscrits au mur. Il y a aussi d'autres véhicules de reconnaissance à chaque niveau.

Le mur ne reconnaîtra pas seulement les donateurs, mais la contribution des francophones à la vie communautaire en Alberta.

1 - 999$	Ami-e de la Cité
1 000 - 4 999$	Gardien-ne de la Cité
5 000 - 9 999$	Pionnier- ère
10,000 - 24 000$	Bâtisseur
25 000 - 49 000$	Fondateur
50 000 - 99 999$	Artisan-e
100 000$ et plus	Conseil de la présidence

La Cité francophone sera plus qu'un centre culturel traditionnel. Elle sera même UNE COMMUNAUTÉ VIBRANTE, un centre d'activités, un endroit où l'interaction individuelle se vivra quotidiennement...en français!

Ce projet est rendu possible grâce à la contribution de Patrimoine canadien

• Conférence des évêques catholiques du Canada

Contre la crise de l'État providence, le cardinal Turcotte plaide pour la responsabilisation individuelle

EDMONTON - Élu vice-président de la Conférence des évêques catholiques du Canada au moment où l'État connait une grave remise en cause de ses responsabilités traditionnelles, le cardinal Jean-Claude Turcotte sait que la question sociale sera au coeur de son mandat. Il nous éclaircit sur la position de l'Église canadienne face à la mise en pièces de l'État providence.

Le Franco: Alors que l'État tend de plus en plus à se désengager de ses responsabilités sociales, le rôle de l'Église dans ce domaine va t-il changer?

Jean-Claude Turcotte: Il me semble qu'une société qui se respecte, ce n'est pas une égalité parfaite entre les citoyens, ce qui est un rêve et une utopie. Mais, malgré toutes les inégalités normales qui existent entre pauvres et riches, une société qui se respecte, c'est une société qui donne à ceux qui ont le moins, le plus qu'on peut accorder. Et en ce sens là, je ne vous cache pas être inquiet des politiques sociales au Canada et dans les provinces.

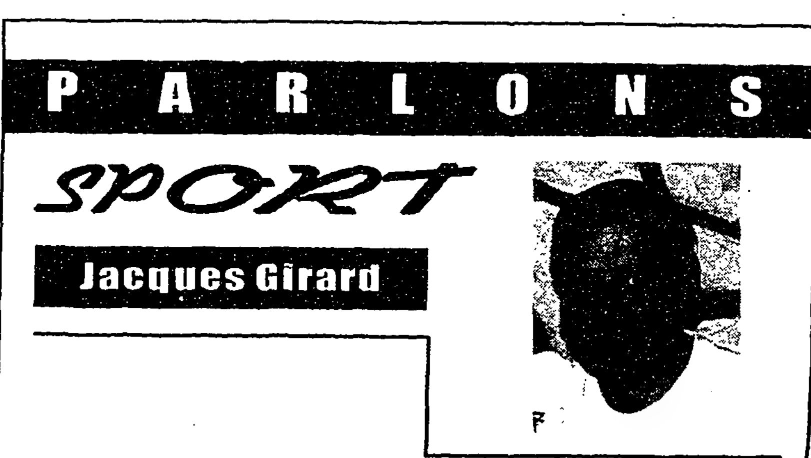
L.F.: Est-ce que l'Église canadienne compte prendre position officiellement contre les coupures dans les budgets de bien-être social?

J-C.T: Nous avons, dans les provinces, des comités des affaires sociales qui surveillent la situation de très près. Personnellement, je fais partie à Montréal, au nom des évêques du Québec, du "forum pour l'emploi", qui comprend des syndicalistes et des représentants des entreprises. Autour de cette table, pas seulement les gens de gauche, mais même les patrons et les grands entrepreneurs sont inquiets devant la situation. Nous suivons ça de très près. Vous savez, il y a bien des façons de faire de la politique. Il y a la façon la plus exaltante et la plus visible qui consiste à faire des déclarations dans les journaux. Mais il y a aussi les contacts, les discussions qui sont tenues, peut-être pas toujours sous les oreilles des journalistes, mais qui n'en sont pas moins efficaces... Quant à nous en tout cas, on n'a pas l'intention de changer la doctrine sociale de l'Église, on y est fidèle. Mais on essaie de voir comment, dans le contexte économique difficile qu'on traverse, on peut appliquer cette doctrine qui amène les plus forts à protéger les plus faibles.

L.F.: D'un autre côté, ne craignez-vous pas que l'État-providence se décharge de ses responsabilités sur l'Église?

J-C.T.Il y a quatre ans, au Québec, les communautés religieuses, solidairement, ont écrit une lettre au gouvernement, disant que ce n'était pas une façon d'agir que de pelleter ses responsabilités dans la cour du voisin... Parce que les ressources ne sont pas énormes. Vous savez, ce n'est pas une question simple. Il faut reconnaitre qu'ici, au Canada, dans les années 70, on a eu une théorie de l'État providence un peu naïve. Beaucoup de gens ont eu la tentation de repousser leurs responsabilités au mains de l'État. Beaucoup de ces beaux plans qui étaient partis avec de bons motifs ont été transformés par des gens qui ont fait de ce système un système où on ne prend plus ses responsabilités, on attend que l'État la prenne pour soi. Il y a une révision à faire, compte tenu du contexte économico-social que nous traversons. Moi je pense qu'une des clés de notre problème d'équilibre du budget social, c'est la prise en charge des gens par eux mêmes. Je pourrais citer quantité de petites expériences, de cuisine populaire, de services de placement organisés pour et par les jeunes, qui ont été mis en place par des gens avec des moyens somme toute assez modestes. Mais dire: «au lieu d'avoir l'État providence, on va compter sur la religion providence», c'est pas une solution. Que les communautés religieuses soient appelées à faire leur part, qu'elles font déjà très généreusement, ce n'est pas ça qu'on récuse. Il faut aller vers la responsabilisation des gens sur le terrain et à la base. Et pour ça, il faut investir parfois, pour aider les gens à démarrer. Je me souviens d'avoir déjà dit à un politicien, prenez un million, donnez le à des groupes qui s'organisent eux-mêmes et vous allez voir ça va donner bien plus de fruits que le million que vous investissez pour aider une compagnie qui est un canard boiteux. Et Dieu sait si ça se fait dans notre pays... C'est tout ça qu'il faut gérer, dans un nouvel équilibre, compte tenu de la situation mondiale que nous connaissons. Tout en respectant un des principes de base de l'Église, c'est que les plus faibles, on n'a pas le droit de les laisser tomber.

Propos recueillis par Matthieu Massip.



Début de saison prometteur pour la LNH

De nombreux changements vont ponctuer la saison 1995-96 de la Ligue Nationale de Hockey.

- Nouveaux règlements interdisant l'obstruction, ayant pour but d'améliorer le produit, en permettant aux joueurs doués de faire valoir leur plein talent.
- Fermeture du fameux Forum de Montréal (mars 96) suivi de l'inauguration du nouvel amphithéâtre.
- Les défunts Nordiques sont maintenant l'Avalanche du Colorado.
- Nouveaux uniformes pour les Capitals de Washington et les Islanders de New-York.
- Nouvel édifice pour les Bruins de Boston.
- Arrivée attendue de Saku Koivu chez les Canadiens.
- Rénovations majeures au Saddledome de Calgary.

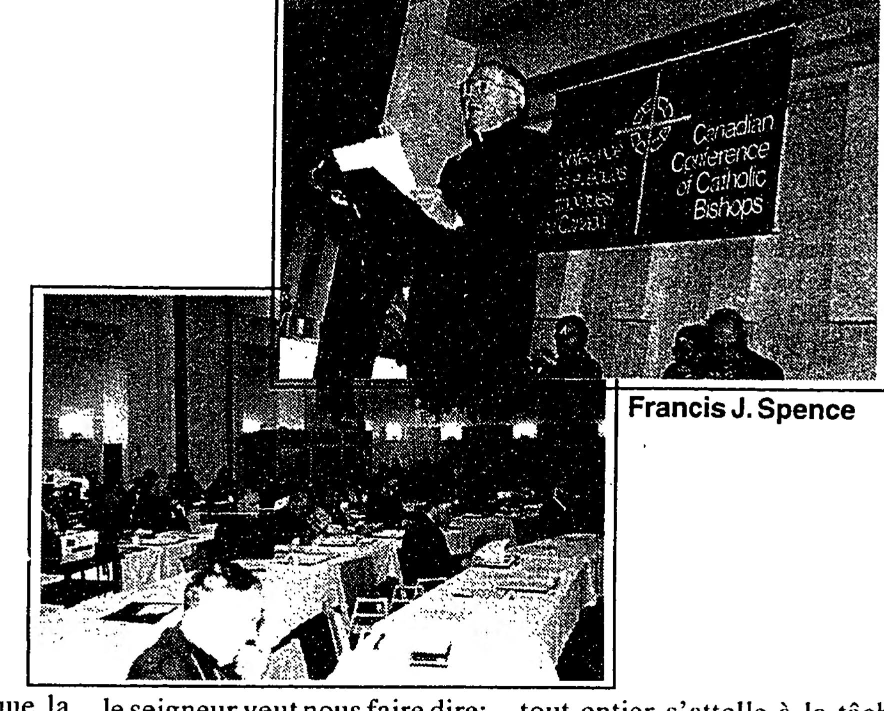
Chez les Flames, qui doivent débuter la saison en disputant plusieurs joutes à l'extérieur en raison des travaux à leur patinoire, l'équipe est à peine reconnaissable. Théoren Fleury a finalement signé un alléchant contrat à long terme. Joe Niewendyk, encore une fois mécontent de son contrat (1,8 millions $ per annum), retient ses services. La carrière de Gary Roberts est sérieusement compromise en raison de sa blessure au dos. La perte de Joel Otto et de Frank Musil de même que la décision de Robert Reichel de tirer sa révérence en demeurant en Allemagne se font sentir.

Tout ceci présage-t-il une descente aux enfers pour les troupiers de Pierre Pagé?

À Edmonton, l'optimisme est à la hausse. Cette jeune équipe bâtie sur la rapidité et la robustesse pourrait surprendre plusieurs observateurs. Arnott, Marchant et Weight sont à l'aube de belles carrières. Plusieurs nouveaux venus vont se greffer à ce trio. Bonsignore, Bonvie et Smyth pourraient faire leur marque dès cette année. Devant les filets, les Oilers possèdent probablement le meilleur duo de toute la LNH, en les personnes de Bill Ranford et Curtis Joseph. Il serait surprenant que Peter Pocklington conserve ces deux hauts salariés. Il faut donc s'attendre à ce que Glen Sather, en fin renard, réussisse un coup de maître en échangeant un de ces cerbères pour un joueur de premier plan. Cependant, armez-vous de patience, car Stether attendra le moment propice pour maximiser ses chances de réussite.

• Conférence des évêques catholiques du Canada

Les évêques élisent un nouveau président



Francis J. Spence

EDMONTON - Pour la première fois depuis vingt ans, l'assemblée plénière des évêques catholiques du Canada s'est tenue en dehors d'Ottawa. Les évêques avaient choisi Edmonton, et pendant cinq jours, ont réfléchi sur "la spiritualité à l'aube du troisième millénaire", tout en réglant les affaires courantes.

90 évêques de tout le Canada ont participé la semaine dernière à l'assemblée plénière annuelle de la CECC (Conférence des évêques catholiques du Canada) au Centre des soeurs grises d'Edmonton. Interlocuteur officiel de la papauté au Canada depuis le concile Vatican II, en 1965, la CECC fait partie du réseau des conférences épiscopales du monde entier.

L'assemblée a commencé par expédier les affaires courantes en se donnant une nouvelle direction. Francis J. Spence a été élu par ses pairs président de la conférence pour deux ans. Agé de 69 ans, l'Archevêque de Kingston succède à l'évêque de Rouyn-Noranda, Jean-Guy Hamelin, respectant la règle d'alternance entre un francophone et un anglophone. Jean-Claude Turcotte, archevêque de Montréal et seul cardinal présent a été élu vice-président, poste occupé précédemment par le nouveau président.

Placée sous le thème de "la spiritualité à l'aube du troisième millénaire", la plénière a aussi été l'occasion de lancer les préparatifs pour le synode des Amériques, qui pourrait avoir lieu à Rome en 1998, pour le jubilé de l'an 2000 et a permis de créer un nouvel organe: "l'organisation catholique pour la vie et la famille".

Par ailleurs, la CECC, qui se veut la garante de l'orthodoxie catholique romaine au Canada, a précisé ses positions sur des questions polémiques d'actualité dans une série de communiqués. L'Eglise catholique canadienne rappelle sa désapprobation des actes homosexuels, qualifiés d'«intrinsèquement désordonné(s)», son opposition au mariage des prêtres, au remariage religieux des personnes divorcées, à l'euthanasie et à l'aide au suicide.

Préoccupée par la crise des vocations à la prêtrise, la CECC a aussi communiqué des chiffres sur le vieillissement de ses effectifs. Ainsi, en 1993, 42,2% des prêtres étaient âgés de plus de 65 ans. En 1995, l'Eglise catholique au Canada compte le même nombre de prêtres qu'en 1945, alors que la population catholique a doublé.

Interrogé sur ces chiffres, Jean-Claude Turcotte s'est dit «inquiet au plan humain», mais garde espoir. «Je crois que la vocation, c'est d'abord la responsabilité de Dieu, a t-il soutenu, c'est Dieu qui appelle. Peut-être que derrière tout ça, le seigneur veut nous faire dire: il est temps que l'Eglise comprenne qu'elle ne doit pas être une Eglise cléricale, mais une Eglise où le peuple de Dieu tout entier s'attelle à la tâche d'évangéliser le monde. Je ne panique pas. J'ai une foi qui me dit: «si Dieu en veut des vocations, il va en créer».

Matthieu Massip

La Cathédrale de Saint-Paul vibre



Le chanteur Gilles Saint-Hilaire

STÉPHANE CHAREST

SAINT-PAUL — Le «Troubadour de l'espérance», Gilles Saint-Hilaire, est venu offrir à la communauté de Saint-Paul une performance digne de son talent. En 1994, Gilles avait présenté un spectacle à Saint-Paul et à la demande populaire, l'ACFA régionale a organisé le retour du troubadour.

Le chanteur de «spirituel-pop» était parmi nous tout au long de la fin de semaine de l'Action de Grâce. Vendredi après-midi, il a participé à une célébration avec les élèves de l'école du Sommet. De plus, lors de la messe francophone du samedi soir et celle du dimanche matin, il a partagé avec les fidèles quelques chants exprimant la foi.

Le principal spectacle de la fin de semaine a eu lieu dimanche soir. Du jubé, Gilles démontrait tous ses talents avec ses propres compositions. L'ensemble de son oeuvre musicale vise à propager le message de la foi d'une manière vivante, touchante, dynamique et surtout émouvante. Mgr Roy, évêque du diocèse de Saint-Paul, a pris la parole lors de l'entracte. À cette occasion, il a affirmé: «La dernière chanson m'a très ému.»

Parmi la foule, il y avait des gens de tous les âges, de 10 mois à 77 ans. Environ une centaine de personnes ont assisté à ce rassemblement spirituel musical, dans un endroit idéal pour une telle activité. La cathédrale de Saint-Paul constituait une scène fantastique. Le son et les éclairages créaient une ambiance propice.

PETITES ANNONCES

Dans le but de vous offrir un meilleur service Le Franco vous offre une chronique de petites annonces.
Tarifs: 7 $ pour 20 mots ou moins pour 1 semaine; 12 $ pour 20 mots ou moins pour 2 semaines. Plus de 20 mots: 10¢ de plus par mot. Annonces encadrées: ajoutez 3,50 $ pour l'encadrement. **Vous devez calculer 7% de TPS.**
Toutes les petites annonces doivent nous parvenir accompagnées du paiement: chèque ou mandat-poste à notre bureau avant le lundi midi. Aucune annonce ne sera acceptée par téléphone. Toute annulation peut être faite par téléphone en composant le **465-6581** avant le lundi à midi. Nous n'acceptons pas les frais d'appel. Faites votre chèque ou mandat-poste à l'ordre de:

Le Franco, 8923 - 82e Avenue, Edmonton (Alberta), T6C 0Z2

Coop d'habitation :Le quartier du collège: reçoit les applications pour la location d'appartements dans l'avenir. SVP communiquez avec Rose-Marie Tremblay au 469-1116 (oct 96)

Français mon cher souci: Savoir écrire. Cours pour adultes et enfants de tous niveaux. Cours particuliers ou par correspondance, orthographe, grammaire, rédaction; lettres, rapports, dissertations, correspondance d'affaires. Tél.: 437-4141 (27-10)

Leçons de piano et théorie en français données dans le N.O. de Calgary. Appelez Alison au 230-7357 (27-10)

À louer: Chambre meublée près de la Faculté Saint-Jean. Appelez Maryse au 465-3567 (3-11)

Paroisses francophones

Messes du dimanche

EDMONTON

Immaculée-Conception
10830 - 96e Rue
Dimanche: 10h30

Saint-Albert
Chapelle Connelly-McKinley
9, Muir Drive
Dimanche: 10h

Sainte-Anne
9810 - 165e Rue
Dimanche: 10h30

Saint-Thomas d'Aquin
8410 - 89e Rue
Samedi: 16h30
Dimanche: 9h30 et 11h

Saint-Joachim
9928 - 110e Rue
Vendredi et samedi: 17h
Dimanche: 10h30

Beaumont Saint-Vital
4905 - 50eRue
Dimanche: 9h30

CALGARY

Sainte-Famille
1719 - 5 Rue S.O.
Samedi: 17h
Dimanche: 10h30

PEACE RIVER

Our Lady of Peace
10405 - 99e rue
3E dimanche du mois

ST-ISIDORE

Paroisse St-Isidore
Dimanche: 11h30



- ☐ 1 AN • 26,75$ ☐ 2 ANS • 48,15$
- ☐ HORS CANADA • 1 AN • 51,36$

(TPS incluse • Tous les tarifs)

N.B.: Les membres de l'ACFA reçoivent un abonnement GRATUIT au FRANCO. Adressez-vous au bureau de votre régionale pour devenir membre.

Nom: ____
Adresse: ____
Ville: ____ Province: ____
Code postal: ____
Téléphone: ____

Votre chèque ou mandat poste libellé à l'ordre du Franco (En lettres moulées S.V.P.)
8923-82 avenue • Edmonton • Alberta • T6C 0Z2
Tél.:465-6581 • Téléc.:465-3647 • lefranco@compusmart.ab.ca

CARTES D'AFFAIRES



Une saison de réflexion

L'année 1995-1996 sera sous le signe de la réflexion. Après trois ans d'existence, L'UniThéâtre sent le besoin de se donner un nouveau souffle. Nous devons nous pencher sur notre situation présente et établir un plan d'action pour l'avenir.

La programmation 1995-1996 de L'UniThéâtre reflète des préoccupations concrètes et immédiates; la plus évidente étant de **maintenir nos activités de base.** En conservant la vitalité des projets existants, nous gardons nos acquis et nous nous garantissons une base solide sur laquelle nous pouvons bâtir.

Au niveau strictement artistique, mon objectif principal est de **produire des spectacles de qualité qui donnent un défi au spectateur, qui le touchent, le surprennent.** L'UniThéâtre, comme l'art, doit être continuellement en mouvement, en évolution. Pour ce faire, nous devons **demeurer à l'écoute des artistes** qui oeuvrent au sein de la compagnie. L'UniThéâtre devrait être un tremplin, un carrefour où les artistes professionnels et amateurs peuvent travailler et se développer. Dans le cadre du Bureau d'animation théâtrale, nous avons créé les Rencontres mensuelles des artistes de théâtre. Ces rencontres ont pour but, entre autres, de **développer un réseau d'artistes** et de favoriser les échanges et les collaborations. Le contact plus étroit et plus régulier avec les artistes de la scène nous permettra d'**apporter un soutien plus efficace à leurs projets.** Le spectacle de fin d'année R.I.R.E. que nous produirons encore une fois cette année est un exemple concret de la volonté qui existe à L'UniThéâtre de **soutenir les projets artistiques issus de la communauté** et de donner la parole aux artistes de théâtre.

Dans le même ordre d'idée, nous souhaitons **promouvoir la dramaturgie locale** et ce, à tous les niveaux. Au programme cette année, que des oeuvres albertaines: Les orangers de l'Ouest et Vivre (en atelier), La Génération velcro (en tournée), Seins innocents (au théâtre communautaire et en version radiophonique), Barbapoisson (en traduction) et Y a-t-il un rat dans la salle? (en écriture). De plus, environ neuf textes originaux sont produits chaque année dans le cadre du Festival Théâtre Jeunesse Alberta. Nous devons considérer le développement de notre dramaturgie comme la pierre d'angle de l'affirmation de notre identité comme compagnie de théâtre.

Il devient donc nécessaire d'**instituer à L'UniThéâtre un volet création.** Ce volet permettra aux auteurs, aux comédiens, aux metteurs en scène et aux autres artisans de théâtre de travailler en laboratoire sans les contraintes de la production et, par la même occasion, de générer des projets qui viendront s'intégrer à la programmation à moyen et à long terme. Nous espérons ainsi **parvenir à une meilleure planification artistique.** Durant la saison 1995-1996, nous déterminerons le fonctionnement de ce nouveau volet à l'intérieur du fonctionnement général de la compagnie.

L'UniThéâtre lance cette année son Bureau d'animation théâtrale (le Bat). Ce projet-pilote a pour buts de **développer notre volet formation**, de **créer un réseau de formateurs à l'échelle de la province**, de **travailler activement au développement de l'identité culturelle chez les jeunes et chez les adultes**, et de leur **donner des outils de développement artistique.** Le Bat est aussi un autre moyen de **développer la relève et le public de théâtre.** Les services du Bat seront offert dans l'ensemble de la province. Ces services ainsi que la tournée du spectacle communautaire La Génération velcro s'ajoutent à la liste de nos activités à caractère provincial (la tournée pour jeune public et le Festival Théâtre Jeunesse Alberta) et **confirment notre engagement communautaire provincial.**

Finalement, nous voulons **travailler à la reconnaissance publique du volet professionnel de L'UniThéâtre.** Ce volet constitue la plaque tournante de l'activité théâtrale. Il faut que l'on reconnaisse que les projets professionnels sont du développement communautaire. Nous comptons atteindre cet objectif par une éducation progressive, un lobbying actif et une représentation artistique au Conseil d'administration.

L'année 1995-1996 de L'UniThéâtre sera sous le signe de la **réflexion**, de la **prise de parole** et de la **prise de position.**

Guylaine Normandin

L'UniThéâtre

Un contenu 100% albertain!

Théâtre communautaire:



La Génération velcro

de Gisèle Villeneuve
3, 4 et 5 novembre 1995
à 20 h 00
matinée le 5 novembre
à 14 h 00
Tournée albertaine en novembre et en décembre

Billets en vente à La Librairie Le Carrefour, à l'ACFA provinciale et à l'ACFA régionale d'Edmonton

Seins innocents

de Inge Israel
1, 2 et 3 mars 1996 à 20 h 00, matinée le 3 mars à 14 h 00
Adaptation radiophonique sur les ondes de CHFA. Un texte, deux traitements.

Theatre Network
10708, 124ième rue

Bureau d'animation théâtrale

Ateliers, banque de textes, centre de ressources théâtrales.

Coordonnatrice:
Manon Beaudoin

5 à 12 ans:

Texte de Katherine Stewart
Traduction de Ève Marie Forcier
Créé originalement pour Iguanodon Theatre Company



Représentation pour toute la famille le 19 février
En tournée dans les écoles albertaines du 20 février au 22 mars 1996

Écoles secondaires:



SEPTIÈME FESTIVAL THÉÂTRE JEUNESSE ALBERTA

19, 20 et 21 avril 1996
au Tim Horton Children's Ranch
Formulaires d'inscription disponibles dès maintenant

Aussi,

- **rencontres mensuelles des artistes de théâtre**
- **RIRE d'eux (idée originale de Ève Marie Forcier)**

L'UniThéâtre 7114, 98ième rue
Edmonton (Alberta) T6E 3M1
Téléphone: (403) 438-7303
Télécopieur: (403) 433-8820

Directrice artistique: Guylaine Normandin
Directeur à l'administration: Daniel Cournoyer